

# Les grandes écoles, pas pour les Creusois ?

## Égalité des chances

Mi-février, la ministre de la Fonction publique Amélie de Montchalin annonce des mesures pour lutter contre le manque de diversité dans les grands corps de l'administration française. Est-il vrai qu'un Creusois a moins de chances d'intégrer Sciences Po, l'ENA, Polytechnique ? Par quels mécanismes retrouve-t-on si peu de Creusois dans les plus hautes sphères de l'État ?

Tom Jakubowicz  
tom.jakubowicz@centrefrance.com

« J'en rencontre très peu de Creusois dans mon univers. Mais j'ai un collègue corrézien qui me fait me sentir moins seul ». Guillaume a basculé dans l'autre monde. Ce natif de Saint-Laurent, « 100 % Creusois, nés de deux parents Creusois sur deux générations » travaille aujourd'hui au cabinet d'Amélie de Montchalin, ministre de la Fonction Publique, en tant que conseiller des collectivités territoriales et de la haute fonction publique territoriale. Ce même ministre qui tente, à travers la mise en place de « Prépa Talents » et de « Cordées de la réussite », d'encourager les élèves de territoires éloignés à passer les concours de la haute fonction publique. « Je trouve énormément de sens à mes fonctions actuelles », se réjouit Guillaume.

### Loïn des grandes écoles

Les exemples comme celui de Guillaume ne courent pas les villages creusois. Bien sûr les principales raisons sont démographiques : la Creuse est le deuxième département le moins

peuplé de France et la haute fonction publique est elle-même un cercle restreint. Mais les études les plus récentes montrent que venir d'un territoire rural est un frein pour accéder aux grandes écoles. D'après un rapport de l'Institut des Politiques Publiques (IPP) paru en janvier 2021, la Creuse fait partie des départements dont le taux d'accès aux grandes écoles (écoles d'ingénieurs, de commerce, instituts d'études politiques, écoles normales supérieures), avec 3 % des collégiens scolarisés en classe de troisième, compte parmi les plus faibles en France : seules les Ardennes et la Corse du Sud font pire (2 %). Dans le même temps, les bacheliers franciliens représentent 44 % à 57 % des effectifs des écoles les plus renommées (HEC, ENS Ulm, Sciences Po Paris, Polytechnique).

Est-ce à dire que ces grandes écoles discriminent les candidats selon leur lycée d'origine où que le niveau y est plus faible ? « On ne sait pas vraiment s'il y a une discrimination des lycées ruraux où si ce n'est pas plutôt de l'autodiscrimination » s'interroge Sonia Dubois, proviseure du lycée Eugène Jamot d'Aubusson. L'établissement est auréolé d'un taux de 100 % de réussite au bac en 2020 et d'anciens élèves du lycée montrent

qu'il est « faux de dire qu'il n'y a aucune chance ». Éric Gougeaud, proviseur du lycée Pierre Bourdan à Guéret confie avoir été « mécontent, à son arrivée, de voir des Terminales demander des BTS ou des DUT alors qu'ils pouvaient postuler à une classe préparatoire ».

### Le fléau de l'autocensure

Un phénomène très classique des territoires ruraux, démontre le sociologue Benoît Coquard dans son enquête « Ceux qui restent », concentrée sur les campagnes en déclin de l'est de la France : « Les jeunes éloignés des grandes villes ont tendance à vouloir faire des études plus courtes et on leur présente les BTS ou DUT comme des filières sélectives ». Béatrice se souvient que ce sont ses professeurs et ses parents qui l'ont « forcée à passer le concours de Sciences Po Paris », alors qu'elle avait « un gros syndrome de l'imposteur ». Originaire d'Anzême, née de parents « qui n'ont pas fait de grandes études », elle travaille aujourd'hui pour un grand groupe automobile français à Shanghai et remercie « mille fois ses professeurs de lui avoir botté les fesses ». Car lorsque l'on grandit au bord de la rivière Creuse, « on n'imagine pas l'existence des multinationales ou des grands corps d'État ».



Tout au long de son parcours qui l'a mené du village de Saint-Laurent au service juridique des douanes en administration centrale (qui dépend de Bercy), Claire a ressenti le même syndrome : « Je me bouffais de l'intérieur, je ne me sentais pas légitime. J'avais l'impression que tout le monde avait des espérances démesurées en moi. J'ai eu un déclic à l'École d'Administration des Douanes, où il y a une belle mixité sociale, je me suis sentie à ma place. Je me suis rendu compte que ma manière d'être était aussi un atout ». Fille de commerçante et

d'un agent de maîtrise chez Orange, elle raconte avoir eu du mal, lors de ses premières années à Paris (en classe prépa droit et économie) à assimiler les codes sociaux : « J'arrivais dans un milieu étrange. J'avais un retard énorme dans ma manière de m'exprimer et de me présenter pour intégrer ce milieu-là. J'étais stupéfaite de voir mes camarades partir à l'étranger le week-end ! »

Ce décalage n'est cependant pas ressenti par la majorité des Creusois s'exilant en métropole pour leurs études. « Je me suis rapidement rendu compte que

## Le mentorat pour rapprocher les territoires des grandes écoles

Des associations, comme « Des territoires aux grandes écoles » ou « Chemins d'Avenir », favorisent la rencontre entre jeunes ruraux et des exemples de réussite sur leur territoire. Elles ne se sont pas encore implantées en Creuse.

La ministre de la Fonction Publique Amélie de Montchalin a annoncé le déploiement dans les territoires d'un millier de tuteurs issus des écoles de la fonction publique pour aider les élèves à trouver leur voie. Une mesure saluée par Gabrielle Légeret, responsable des relations institutionnelles à Chemins d'Avenir, une association qui a déjà éprouvé la méthode :



CHEMINS D'AVENIRS. Salomé Berlioux et Gabrielle Légeret ont reçu le prix Solidarité Version Femina. PHOTO THIERRY LINDAUER

« J'aime la notion de rôle modèle. Le mimétisme est très important, c'est souvent cela qui déclenche les inspirations ». L'association s'adresse à tous les élèves et organise un parrainage par un professionnel, venant d'un autre territoire afin d'encourager « l'ouverture et la mobilité ». L'association Des territoires aux grandes écoles s'inscrit dans une démarche plus locale : elle se divise en 33 associations locales mettant en relation des jeunes avec des étudiants originaires du même territoire. « On fait intervenir des jeunes devant des jeunes, explique Hugo Longeas, respon-

sable du développement des associations locales, cela permet une proximité à la fois d'âge et de territoire ». L'association née en 2013 dans le Pays Basque a signé des conventions avec les Mines, HEC ou Polytechnique pour faciliter les passerelles entre ces écoles parisiennes et les provinces. Elle espère qu'un étudiant de grande école originaire de Creuse se signale afin de pouvoir créer une antenne locale. ■

➔ **Envie de créer une association en Creuse ?** Contacter Hugo Longeas, responsable développement Des Territoires aux Grandes Écoles : Tel. 07.81.38.09.53 ; e-mail hugo.longeas@dtge.org.



# de Creuse : ils témoignent

## LE FAIT DU JOUR



**CONCOURS.** Des élèves du lycée Pierre-Bourdan de Guéret se préparent spécialement aux épreuves de Sciences Po, une heure par semaine. PHOTO BRUNO BARLIER

son, repère des « effets de promotion » ; les étudiants s'influencent entre eux et privilégient massivement les destinations les plus proches pour leurs études supérieures : Limoges, Clermont-Ferrand, Bordeaux pour les plus téméraires.

### « Les talents n'ont pas d'origine géographique »

Un phénomène qu'a remarqué Victoria, une des rares élèves du lycée Pierre Bourdan à tenter Sciences Po Paris cette année : « Certains de mes camarades visent Bordeaux mais pas Paris parce que la capitale, ça leur fait trop peur ». Elle fait partie d'une dizaine d'élèves à être inscrite au programme JPPJV (Je le Peux Parce que Je le Veux), en partenariat avec Sciences Po Bordeaux et qui inclut une heure de préparation aux concours par semaine assurée par les enseignants du lycée. Ce dispositif, qui fait partie des « Cordées de la Réussite », a vocation à atténuer le manque d'information et l'autocensure des élèves dans les établissements en milieu éloigné ou défavorisé. Quentin, qui prépare Sciences Po Bordeaux, est reconnaissant d'en bénéficier : « Cette option, c'est le brin de lumière qui m'a décidé. Si elle n'existait pas, je n'aurais jamais tenté Sciences Po ! ».

Mais si on remonte encore plus loin, étudier dans les lycées généraux les plus sélectifs de son département est déjà le fait « de catégories sociales minoritaires », relève Benoît Coquard. Anaïs, aujourd'hui directrice du service d'insertion et de probation dans une maison d'arrêt de région parisienne, est frappée par « la différence d'environnement » entre le lycée Pierre Bourdan à Guéret et Chénérailles, où elle a fréquenté l'école primaire et où la plupart des jeunes se sont dirigés vers des lycées professionnels. C'est pourquoi les « Cordées de la Réussite » s'étendent désormais aux collèges, afin de permettre les passerelles vers les lycées généraux. Pour recruter dans nos campagnes, il faut donc prendre les problèmes à la racine. Un enjeu structurel pour la haute fonction publique française, estime Guillaume : « Les talents n'ont pas d'origine géographique. La haute fonction publique doit se diversifier, pour ressembler vraiment à la France ». ■

l'écart avec les élèves parisiens relevait plus du fantasme qu'autre chose », constate Benjamin, aujourd'hui fonctionnaire de catégorie A au ministère de l'Économie et des Finances. Fils de deux fonctionnaires en Creuse, il reconnaît que le « terreau familial joue pour se destiner à ces métiers », en plus du fait d'avoir eu le coup de pouce de sa mère qui logeait à Paris pendant ses premières années d'étude. À Sciences Po Paris, Antoine ne s'est pas non plus senti « dépaycé » par rapport au lycée Pierre Bourdan : « Je n'ai pas trouvé qu'il y avait

un palier énorme à franchir entre l'enseignement en Creuse et à Paris ». Il pense néanmoins que le facteur d'éloignement géographique peut jouer : « Il y a des contraintes matérielles et une appréhension à partir loin de ses proches. L'inhibition vient d'ailleurs beaucoup de l'entourage, surtout s'il ne connaît pas d'autres endroits que la Creuse ». Ce qui n'a pas été le cas pour lui, encouragé par ses parents enseignant et cadre dans le tourisme. Benoît Coquard rappelle que la variable sociale est la principale explication des parcours éducatifs :

« Les Creusois qui ont des parents qui ont fait des études supérieures ont tendance à faire des études au moins aussi longues. Les fils d'enseignants sont ceux qui connaissent le plus l'ascension sociale car ils connaissent le jeu scolaire. Ce n'est pas l'éloignement de Paris le plus important, ce sont des groupes sociaux ». En effet, si la Creuse est un territoire rural, c'est avant tout un territoire où la part des ouvriers est supérieure à la moyenne nationale, d'après le recensement de l'INSEE en 2017 (22,7 % contre 21,5 %) des employés (31,7 %

contre 28,3 %) et des agriculteurs exploitants (8,2 % contre 1,3 %) tandis que les cadres et professions intellectuelles sont sous-représentés (7,8 % contre 16,5 %). « Il y a beaucoup de classes populaires avec des parents qui n'ont pas fait d'études supérieures. La haute fonction publique est un monde abstrait qui fait peur. On ne voit pas l'utilité sociale de ces métiers, contrairement à un artisan. D'où l'incompréhension de l'intérêt de financer des études longues », note Benoît Coquard. Hervé Rayat, proviseur adjoint au lycée Eugène Jamot d'Aubus-

## Des conseils aux jeunes Creusois : « Simplement oser »

Ils ont fait leur scolarité en Creuse, ont connu les mêmes doutes que les lycéens actuels, puis ont réussi leur parcours académique et professionnel. Ils livrent leurs conseils aux élèves qui hésitent dans leur orientation.

**1 Anaïs, administratrice pénitentiaire.** « Il ne faut pas se mettre de frein, c'est vrai que ce qui joue beaucoup c'est l'environnement, autant au lycée que dans la famille ».

**2 Antoine, économiste.** « Il ne faut pas s'autolimiter, ça fait chier d'échouer, encore plus de ne pas avoir essayé. Se donner les moyens car il est faux de dire que c'est accessible à tout le



**LA SOUTERRAINE.** Les élèves du lycée Raymond-Loewy ont manifesté leur inquiétude pour leur avenir le 2 mars dernier. PHOTO FLORIS BRESSY

monde. Ne pas hésiter à s'ouvrir aux autres : enseignants, anciens élèves ».

**3 Guillaume, administrateur territorial.** « Mon premier conseil universel, c'est le travail.

Après je dirais de s'informer, il existe de plus en plus de dispositifs. Le concours est anonyme, fondé sur les mérites individuels. Il ne faut pas douter de soi, ne pas être assigné à résidence, à 18 ans le monde est le plus ouvert possible ».

**4 Benjamin, fonctionnaire au Ministère de l'Économie et des finances.** « Quand on veut réussir, dans quelque domaine que ce soit, le dénominateur commun est le travail. Il faut beaucoup travailler, il faut aussi être ouvert. Si on n'obtient pas notre premier choix, on peut trouver un intérêt dans d'autres opportunités. Ne pas avoir peur de sortir de sa zone de confort,

pouvoir voyager à un moment de ses études y aide beaucoup ».

**5 Béatrice, cadre dans une grande entreprise.** « On ne connaît pas son vrai niveau venant d'un lycée rural, on se dit qu'à Paris ce sont des gens plus intelligents. Ne pas hésiter à demander à votre professeur quel est votre niveau. Ils n'hésiteront pas à vous faire postuler à des bons cursus s'ils savent que vous avez le niveau requis ».

**6 Hugo, étudiant à Sciences Po.** « Mon conseil c'est simplement oser. Tu as toutes les capacités pour réussir. La seule chose qui compte, c'est le feu sacré, la motivation. Pas les notes ». ■